

Les délais de livraison réduits
**Le passeport biométrique
bientôt délivré en une semaine**



Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3525 - Lundi 30 mars 2015 - Prix : 10 DA

Corruption/Procès en appel de Brahim Hadjas

**Le parquet requiert
l'aggravation
de la peine de 5 à 8 ans**

Page 24



Prise en charge des malades du cancer

Soins à domicile, Boudiaf insiste sur la réglementation

● Rencontre nationale d'évaluation/ Urgences et hygiène hospitalière sous diagnostic

Page 3

Chute d'Idlib, le début de la fin ?

Par Mohamed Habili

Avec la chute d'Idlib, après seulement 5 jours de bataille, au profit principalement de la section d'al-Qaïda en Syrie, le Front Al Nosra, et deux ans après que Rakka fut tombé aux mains de l'Etat islamique, on est peut-être pour la première fois fondé à se demander si cette fois-ci on n'est pas pour de bon en train d'assister au début de la défaite militaire du régime de Bachar Al Assad. Le plus étonnant en l'espèce, ce n'est d'ailleurs pas tant la perte du centre d'Idlib, en dépit de son importance stratégique (mais, en fait, de quelle province peut-on dire qu'elle ne l'est pas ?), que la rapidité avec laquelle l'armée s'en est retirée. Logique qu'après cela bien des bords se prennent à subodorer quelque ruse de guerre, préférant pour certains y voir un repli tactique, sinon un piège tendu aux assiégeants, dans lequel, justement, ceux-ci sont venus tomber. S'il en était ainsi, on ne devrait pas tarder à voir l'armée syrienne revenir à la charge en vue de reprendre le terrain qu'elle vient de concéder. Mais si par contre rien de tel ne se produit, alors force sera de prendre en compte l'usure produite sur cette armée par quatre années d'une guerre qui n'a à aucun moment perdu de son intensité. Mais même dans ce cas, il ne faudrait pas perdre de vue que l'affaiblissement d'une armée ne déteint pas nécessairement sur ses capacités de manœuvre.

Suite en page 3

Les manifestants réinvestissent la rue contre le gaz de schiste

In salah et Tamanrasset ne décolèrent pas



Ph > D. R.

La population du Sud ne décolère pas et continue de protester pacifiquement contre le projet d'exploitation du gaz de schiste. Hier, des centaines de personnes ont marché à In-Salah et observé un sit-in à Tamanrasset.

Lire page 2



Rencontre aujourd'hui et demain à Alger

Marketing touristique sans tourisme ?

Page 4

Exposition de Djahida Houadef à Dar Abdelatif

Une trentaine d'œuvres gorgées de vivacité

Page 13

Les manifestants réinvestissent la rue contre le gaz de schiste

In salah et Tamanrasset ne décolèrent pas

■ La population du Sud ne décolère pas et continue de protester pacifiquement contre le projet d'exploitation du gaz de schiste. Hier, des centaines de personnes ont marché à In-Salah et observé un sit-in à Tamanrasset.

Par Nacera Chennafi

Trois sont déjà passés depuis que les habitants de In Salah ont dit non à l'exploitation de gaz de schiste et insistent sur leur rejet malgré les assurances du gouvernement et le président de la République affirmant qu'il s'agit d'une exploration et toute exploitation ne peut se faire sans préservation des habitants et de l'environnement.

Selon l'APS, près de 600 personnes, de différentes couches sociales, ont initié une marche depuis la place jouxtant le siège de la daïra, et traversé les artères principales de la ville, à destination du centre de la ville, via les quartiers Ksar El-Arab, les cités «80 logements» et «5-Juillet», avant d'effectuer le trajet inverse, scandant des slogans d'opposition au projet de gaz de schiste.

Les habitants affirment par ce nouveau sit-in qu'ils résistent toujours en portant des banderoles brandies, «Non à la fracturation hydraulique», «Nous résistons toujours», «Non au gaz de schiste» et «Ensemble, aux quatre coins du pays, pour défendre l'Algérie».

Selon la même source, les protestataires, dont des étudiants notamment, ont, à leur arrivée à la place jouxtant le siège de la daïra, monté une exposition retraçant les précédentes marches de protestation et arborant des banderoles rejetant le projet d'exploitation du gaz de schiste.

Au niveau de Tamanrasset, une quarantaine de personnes ont observé un sit-in devant le siège de la daïra, en signe de protestation contre le projet d'exploitation du gaz de schiste dans la région d'In-Salah, qui, estiment-ils, est «source de danger sur l'environnement et la santé de l'homme». Les protestataires ont scandé «Non à l'exploitation du gaz de schiste», «Résistons, Résistons» et «Non à la marginalisation». Par leur rassemblement, les protestataires ont bloqué la circulation sur l'axe routier jouxtant le siège de la wilaya de Tamanrasset.

Il y a quelques jours, la colère de la population du Sud contre le gaz de schiste a été exprimée par une grande manifestation à Ouargla, marquée par la participation de mouvement des chômeurs et des leaders et représentants des partis de l'opposition, ce qui a été dénoncé comme étant «une récupération politique et une atteinte à la stabilité nationale».

Il est à rappeler que face à la protestation des habitants de In Salah, le Premier ministre s'est adressé à la population de In Salah et l'ensemble des Algériens à travers une émission de la télévision nationale. Il a rassuré qu'il s'agit d'une «exploration et non de l'exploitation» de gaz de schiste. A la fin de janvier, à travers un Conseil des



P.V.D.R.

ministres restreint, le Président de la République a ordonné au gouvernement de poursuivre «des explications en direction

de la population locale et de l'opinion publique en général» sur le sujet. Cependant, la population de In Salah s'attend toujours à

une décision officielle du Président Bouteflika à travers un décret portant arrêt immédiat du forage de gaz de schiste.

Dans ce contexte, la célébration du 24 Février, anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures et la création de l'UGTA a été habillée par le sujet de gaz de schiste. Dans un message adressé à cette occasion, le Président Bouteflika déclare que «le gaz de schiste est un don de Dieu», tout en rassurant que toute exploitation ne peut se faire sans la préservation des habitants et de l'environnement.

Avec le temps, la situation à In Salah a dérivé en laissant place à des affrontements entre les manifestants et les forces de l'ordre, suivie d'une intervention de l'armée qui a clamé le jeu sans arrêter les sit-in de la population.

Dans son dernier message, lu en son nom à l'occasion de la célébration de la Journée de la victoire, le président Bouteflika est revenu sur le sujet, appelant les citoyens d'In Salah à rester «attachés à la patrie et à ses intérêts». Il les exhorte «à privilégier la sagesse et à faire prévaloir la raison», car, affirme-t-il, «la préservation de la santé des citoyens et de leur environnement est la ligne rouge que ni l'Etat ni nulle autre partie ne peut franchir».

N. C.

Les délais de livraison réduits

Le passeport biométrique bientôt délivré en une semaine

Le passeport biométrique sera bientôt délivré en 10 jours, voire une semaine, a affirmé hier, le directeur général de la modernisation et des archives au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, Abderrazak Henni. Relevant qu'à ce jour, le passeport est remis dans des délais allant de 15 à 20 jours, Henni, qui intervenait sur les ondes de la Radio nationale, a souligné qu'entre 22 000 et 25 000 passeports biométriques sont confectionnés par jour et que 4 500 000 ont déjà été livrés. Le même responsable a indiqué, en outre, que les passeports seront renouvelables même au-delà du 24 novembre 2015, date à laquelle les anciens passeports ne seront plus valables, ce qui prouve qu'à cette date l'opération de passage au biométrique sera encore loin d'être terminée à cause précisément des retards dans la délivrance des documents biométriques. Henni a, par ailleurs, fait remarquer qu'une nouvelle disposition a été prise en vertu de laquelle les parents ne seront plus obligés de présenter leurs enfants de moins de 12 ans à la daïra. Une photo classique qui sera scannée suffira pour leur demande de passeport biométrique, a-t-il expliqué. Le responsable a annoncé que dans une semaine, un site web sera lancé pour permettre aux citoyens de suivre l'acheminement de leur dossier de passeport biométrique. Le représentant du ministère de l'Intérieur a assuré, d'autre part, que l'ensemble du registre national d'état civil a été numérisé rendant possible à tout citoyen l'obtention de n'importe quel document à partir des 1 541 communes et 3 000 annexes réparties à travers le territoire. Il rappelle que cette numérisation a concerné 61 millions d'actes de naissance et 17 millions d'actes de décès. Henni signale, également, qu'un numéro d'identification sera, désormais, attribué à chaque citoyen pour lui permettre d'obtenir toute pièce administrative dans les plus courts délais. Il fait également



P.V.D.R.

état de la création d'un fichier national des contrevenants au code de la route sur lequel, dit-il, seront portées toutes les infractions commises par ces derniers. Henni a encore expliqué que les documents d'état civil peuvent être retirés dans toutes les 1 548 communes du pays et leurs 3 000 annexes qui sont toutes reliées à la fibre optique. Pour les daïras éloignées, notamment au niveau du Sud et des Hauts-Plateaux, Henni a indiqué que les communes «font office de daïra» pour la réception des dossiers de passeport, rappelant que cette procédure est déjà en vigueur à Adrar et Illizi et qu'elle le sera bientôt à Djelfa, Tindouf et Tamanrasset. Interrogé sur les mariages qui ne sont pas notifiés sur les actes de naissance 12, Henni a rassuré qu'une instruction a été donnée aux communes pour régler ce problème. «C'est à la commune de faire les démarches nécessaires à ce sujet et non au citoyen», a-t-il insisté. Concernant la carte d'identité nationale biométrique, le représentant du ministère de

l'Intérieur a indiqué que «tout est fait pour être dans les délais». Pour le permis de conduire, Henni a relevé que «le travail a commencé» mais, que «le premier permis de conduire biométrique ne sera pas délivré avant l'année 2016», ajoutant que le fichier national du permis de conduire «sera finalisé dans un mois» et qu'un fichier national existait déjà pour la carte grise. Interrogé sur les difficultés rencontrées par la communauté algérienne vivant à l'étranger quant à l'établissement du passeport biométrique, Henni a affirmé que «les retards enregistrés sont souvent dus à la prise d'empreinte ou de photo». Ce qui est encore une fois faux puisque les Algériens de l'étranger subissent les mêmes aléas que les nationaux, en plus des retards dans l'acheminement des dossiers à l'aller et lors des retours des passeports. Dans le meilleur des cas, le passeport biométrique ne sera délivré qu'entre 2 et 3 mois dans les consulats.

Meriem Benchaouia

Prise en charge des malades du cancer

Soins à domicile, Boudiaf insiste sur la réglementation

■ L'expérience de l'hospitalisation à domicile (HAD), adoptée depuis des années, a été un succès en matière de prise en charge médicale des malades. A ce titre, le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf, a souligné la nécessité de son développement mais surtout sa réglementation.



De notre envoyée spéciale à Oran, Louiza Ait Ramdane

« C'est une activité à développer et à réglementer en mettant tous les moyens nécessaires à la disposition des médecins qui se chargent de cette opération ». C'est ce qu'a indiqué, hier, le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf, lors d'une rencontre sur l'hygiène hospitalière, les urgences chirurgicales médicales et réanimation, tenue à Oran, annonçant, à l'occasion, la sortie de la première promotion de médecins généralistes qui assurent les consultations à domicile. Le ministère de la Santé se chargera de la formation qui continuera jusqu'à 2019, a-t-il ajouté. L'hospitalisation à domicile (HAD) offre de nombreux avantages et est présentée comme

une alternative à l'hospitalisation classique. L'opération est favorablement accueillie par les familles de malades qui ont valorisé l'initiative qui épargne au patient le déplacement vers l'hôpital pour des consultations et des soins. L'expérience contribue à réduire la durée d'hospitalisation du malade et les coûts d'hospitalisation, selon les spécialistes. L'hospitalisation à domicile (HAD) est destinée à une catégorie de malades qui éprouvent une grande difficulté de mobilité. La prestation profite aux malades alités et atteints de maladies chroniques et aiguës. « Nous assistons divers types de maladies. L'équipe qui prodigue des soins à domicile se compose du médecin traitant qui dresse le rapport médical définissant la prise en charge. Il ya également une équipe médicale et paramédicale qui se déplace au domicile du malade. Cette prise en

charge se fera selon une prescription médicale, notamment avec l'accord du patient et du malade », explique le docteur Kamel Kadri, responsable de l'unité d'hospitalisation à domicile au niveau de l'hôpital de Bir Trarira. Pour ce qui est de la perception de l'opération par les familles, le docteur Kadri a précisé que ces dernières acceptent favorablement ce mode de prise en charge surtout pour les sujets âgés. Les malades, dira-t-il, perdent leurs repères en sortant de chez eux, mais avec l'assistance à domicile ils conservent l'entourage familial et cela leur évite le stress de l'hospitalisation, ainsi que les infections nosocomiales à l'hôpital. Cette hospitalisation à domicile touche tous les types de maladies et tous les âges, entre autres, les cancéreux surtout pour l'accompagnement en fin de vie. « Nous assurons des soins palliatifs, nous leur remettons les

antalgiques majeurs tels que la morphine pour calmer tout soit peu la douleur et leur permettre de mourir dans la dignité chez eux », explique le docteur Kadri. Bien que l'expérience est à ses débuts, le rythme de son fonctionnement est progressif et le soulagement des patients et de leur entourage est constaté par une équipe soignante ambitieuse qui veille à apporter le bien-être à ses patients. Cette équipe se trace l'objectif d'assurer la continuité et l'élargissement de l'expérience. Le docteur Kamel Kadri a tenu à rappeler que depuis la mise en place de cette unité d'hospitalisation à domicile, 7% des malades pris en charge sont atteints du cancer et se trouvent à un stade très avancé. Pour cela, une équipe composée de médecins généralistes formés pour la circonstance s'occupera de ces malades.

L. A. R.

Rencontre nationale d'évaluation

Urgences et hygiène hospitalière sous diagnostic

Les travaux de la rencontre nationale d'évaluation des urgences et de l'hygiène hospitalière ont repris à Oran, au niveau de quatre ateliers. Ces ateliers dirigés par des hospitalo-universitaires et responsables d'établissements hospitaliers sont dédiés respectivement aux « Urgences médico-chirurgicales », « La réanimation », « L'hygiène hospitalière » et « Les services mobiles d'assistance médicale ». Ces ateliers ont débouché sur des recommandations devant être « mises en œuvre dans les délais les plus brefs », comme l'a souligné le ministre de la Santé. Les recommandations seront soumises à l'adoption lors de la séance plénière pour servir de feuille de route, a précisé le

ministre.

Deux sortes d'instructions ont découlé de cette rencontre. Le ministre de la Santé a insisté sur le renforcement du dispositif d'externalisation des consultations pour des soins à domicile et sur l'actualisation de la monographie de la situation du privé avant le 20 avril. En plus de l'application des directives en matière d'hygiène y compris pour le privé, Abdelmalek Boudiaf a appelé à mettre un terme aux évacuations intempestives. Les directeurs de santé publique (DSP) sont par ailleurs tenus de tenir des réunions mensuelles avec les conseils médicaux et scientifiques pour des mesures de coordination de prise en charge de malades ainsi qu'au

renforcement de postes de contrôle sanitaire aux frontières. Abdelmalek Boudiaf a exhorté également les DSP à réunir les conditions de sécurité au travail et d'hygiène. La prise en charge du jumelage à travers des initiatives a également été recommandée par le ministre de la Santé.

En ce qui concerne les directeurs généraux des services sanitaires (DGSS), Abdelmalek Boudiaf a insisté sur l'accélération de l'opération de clinomobile en faveur des nomades et l'élaboration d'une short-liste des bureaux d'études qualifiés dans la réalisation des structures sanitaires.

L.A.R.

LA QUESTION DU JOUR

Chute d'Ildlib, le début de la fin ?

Suite de la page 1

C'est-à-dire que l'armée syrienne a pu effectivement désertir le centre d'Ildlib parce qu'elle ne pouvait pas le défendre, ce qui ne la pas empêché de faire pour ainsi dire contre mauvaise fortune bon cœur en pensant que de toute façon il en serait prochainement de Al Nosra comme de l'Etat islamique : il viendra bien un moment, qui d'ailleurs ne saurait trop tarder maintenant, où il faudrait bien que les deux soient démantelés, les deux communiant dans le même statut d'organisation terroriste. Si demain Mossoul est libéré, et que les groupes qui aujourd'hui l'occupent se replient dans Rakka, la capitale du califat autoproclamé, il est bien évident qu'ils y seront poursuivis pour être éliminés. Il ne servira à rien en effet de se contenter de les chasser de Mossoul, car ils y retourneront dès lors qu'ils estimeront avoir emmagasiné assez de force pour repartir à son assaut. Or le régime syrien, dans la guerre de survie qu'il mène depuis plus de quatre ans, a toujours su exploiter les rivalités entre les différents groupes et obédiences qui le combattent. Il préférera selon toute vraisemblance voir la province d'Ildlib, qui touche à la Turquie, tomber entre les mains d'al-Qaïda plutôt que dans celles de l'opposition modérée, qui pourra en faire dans la phase qui s'annonce une sorte de premier territoire libéré d'où elle se répandra, avec l'aide de la coalition emmenée par les Etats-Unis, dans le reste de la Syrie. Une province occupée par les terroristes, c'est autant de territoires mis à l'abri des convoitises de l'opposition jouissant des faveurs de la coalition. Pour autant, la prise d'Ildlib n'a en vérité constitué qu'une demi-surprise. Cela fait quelques semaines que la Turquie lorgnait dans sa direction. C'est probablement par ses frontières qu'est passé le plus gros des djihadistes ayant participé à la prise d'Ildlib. Enfin, ce n'est peut-être pas tout à fait l'effet du hasard si la chute d'Ildlib a coïncidé avec les frappes aériennes contre les positions houthis au Yémen. Dans cette partie du monde en effet, une même guerre impérialiste se mène qui revêt une forme différente selon le pays qui en est affecté.

M. H.

Rencontre aujourd'hui et demain à Alger

Marketing touristique sans tourisme ?

■ C'est sous le patronage de la ministre du Tourisme et de l'Artisanat que se tient, aujourd'hui et demain, la 6^e édition des Journées sur le marketing touristique à l'hôtel El-Aurassi à Alger, avec la participation d'experts nationaux et internationaux, a-t-on appris auprès des organisateurs.

Par Slim Y.

Comparée aux autres pays voisins (la Tunisie ou le Maroc notamment), l'Algérie dispose d'un potentiel touristique nettement supérieur car elle détient 30% plus de vestiges romains, une centaine de stations thermales, inexistantes en Tunisie pourtant riche de soins thermaux...

Des réserves naturelles d'un potentiel de l'ordre de plus de 40% que ces voisins et bien évidemment d'un Sahara dont le Tassili N'Ajjer et le Hoggar reconnus, comme les musées les plus importants du monde à ciel ouvert. Tant de sites autrement classés comme patrimoines de l'humanité et d'autres, bien sûr, classés par l'Unesco d'une valeur inestimable. Des oasis véritables jardins d'Eden, suivies d'une boucle de la vallée des ksours, argument indéniable a un développement touristique certain. En dépit de ces avantages naturels immenses, il n'en demeure pas moins que le tourisme algérien est frappé de fréquentes crises. Les experts sont alors formels : le marketing reste et restera l'une des principales voies pour tout développement de l'ensemble des secteurs



De beaux sites, mais...

d'activités. Et afin de faire revivre le secteur du tourisme en Algérie, des journées portant sur le marketing touristique sont organisées pour «mettre en évidence ce qui fonctionne ou ce qui ralentit cette industrie et devrait permettre de mieux appréhender les enjeux de l'avenir, les impératifs de la durabilité du développement et la pérennité des performances en matière

de stratégie de communication et de marketing touristique», a-t-on précisé. Les débats porteront, entre autres, sur les «problématiques liées au marketing et aux destinations éco-touristiques, état des lieux et perspectives de l'investissement touristique, publicité et tourisme, enjeux des campagnes de relations publiques dans le secteur touristique». D'autres thèmes seront

traités lors de cette rencontre et serviront de «base de réflexion» aux participants qui seront ainsi «sensibilisés aux enjeux et aux impératifs d'adaptation à long terme à la compétition internationale», a-t-on ajouté. Pour les organisateurs, les scénarios que présentent ces journées n'ont comme prétention que de provoquer cette réflexion et concertation à travers cette invitation aux

professionnels de ce secteur pour faire un voyage au cœur des éléments qui caractérisent les outils de la communication pour débattre, analyser, décrypter, observer et enfin survoler les «chantiers» du marketing touristique et de l'artisanat en Algérie.

S. Y.

Un des aspects de la modernisation

L'identification des espaces habités, impérieuse nécessité

L'identification des espaces habités fait partie des aspects de l'opération de modernisation lancée par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales (Micl) et qui a touché également l'amélioration du service public, a souligné, dimanche à Ouargla, la directrice de la gouvernance locale au Micl. S'exprimant en marge d'une opération de baptême du nom du moudjahid «Ramdani Djelloul» (1907-1975) d'une rue de la commune de Hassine de Benabdallah, périphérie de

Ouargla, Fatiha Hamrit a indiqué que l'identification des espaces habités vise à permettre aux différentes institutions et services (d'électricité, de l'eau, de la poste et autres) d'accéder facilement aux adresses indiquées de façon exacte. Intervenant lors d'une réunion au siège de la wilaya, en présence des chefs de daïras et de présidents d'Assemblées populaires communales de la wilaya de Ouargla, M^{me} Hamrit a précisé que l'opération de baptême des rues et places publiques à travers le

pays est «entrée dans sa phase ultime», signalant que les wilayas ont été sollicitées l'année dernière pour prendre des mesures opérationnelles liées au recensement et l'identification des lieux ciblés. «L'opération d'identification des espaces habités devra prendre fin avant la fin de cette année, à travers le territoire national», a fait savoir la directrice de la gouvernance locale au Micl, signalant, toutefois, que «celle liée à la numérotation des habitations et à la mise en place de plaques se poursuivra, eu égard

aux moyens nécessaires requis». Des explications sur les normes techniques des plaques d'identification des espaces habités ont également été fournies par la même responsable qui a, à cette occasion, mis l'accent sur la nécessaire transcription des plaques de rues en langue arabe, avec la possibilité d'une identification aussi en langue étrangère, avec une couleur blanche sur fond bleu.

Yanis Gh.

RND de Béjaïa

La députée Ikhlef à la tête du secrétariat de wilaya mais...

La direction nationale du Rassemblement national démocratique (RND) vient de porter la députée Zina Ikhlef à la tête du secrétariat de wilaya du parti à Béjaïa en remplacement de l'ancien sénateur Amar Mehdi. C'est la deuxième femme investie à ce poste après la wilaya de Béchar, nous dit-on. Ce changement est perçu par certains comme une manière d'apaiser les tensions qui minent le parti à Béjaïa depuis le départ du député Omar Allilat ou avant la tenue du 4^e congrès du parti. Certains militants du parti estiment que Madame Ikhlef est portée aux commandes du parti à Béjaïa en raison de son dynamisme et son activité en tant que parlementaire. Alors que d'autres

sont formellement contre cette désignation. D'ailleurs, nous avons appris hier que 9 membres du secrétariat de wilaya sur 17 ont signé une motion contre cette nomination lors d'une réunion lundi dernier. Ils estiment qu'elle «ne connaît pas bien», après seulement 4 ans au sein du parti, la famille du RND à Béjaïa et n'est pas aussi «aguerrie» pour gérer le parti dans cette wilaya. Nous avons appris que trois membres parmi les 17 sont neutres et trois autres la soutiennent. Des coordinateurs et membres des instances locales du parti s'apprêteraient à signer une pétition contre cette désignation. Ils veulent du sang neuf à la tête du parti. Mais les choses ne vont pas changer

tant que le conseil ne s'est pas encore réuni. Celui-ci est fixé pour fin avril. Les choses pourraient changer. C'est selon la position des membres du conseil de wilaya. Cette fois, les choses se sont jouées entre quatre membres, à savoir M^{me} Ikhlef, Omar Allilat, Kamel Bouhoucha et Smaïl Mira. D'autres éléments pourraient aussi avoir leur chance de diriger le parti. Pour rappel, la crise au sein du RND à Béjaïa avait débuté suite à des nominations qui avaient déplu à la base militante au point de voir le parti se vider. Des militants ont, collectivement, démissionné dans plusieurs localités telles que Akbou, Chellata, Tazmalt, Tamokra, Ighram... Aussi, la campagne pré-

sidentielle avait été mal menée par le bureau de wilaya qui n'a presque pas bougé. On se souvient également du déplacement de Chérif Abbas, ex-ministre des Moudjahidine, accompagné de Nassim Sidi Saïd, tous deux membres de l'instance nationale, pour apaiser la situation, sans succès. Les tiraillements internes se sont poursuivis sur fond d'accusations et d'appels au rassemblement sans pour autant changer quoi que ce soit. On dit aussi que le désormais ex-secrétaire de wilaya est un peu «rigide», sans compter sur la volonté de la direction nationale de jouer la carte de «la partition» femmes et hommes.

H. Cherfa

Tunis Marche populaire «contre le terrorisme»

DES MILLIERS de Tunisiens ont participé hier sous haute sécurité à une marche «contre le terrorisme», après l'attaque armée qui a ciblé, le 18 mars, le musée du Bardo, faisant 22 morts. Plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement ont participé à ce rassemblement. Le Premier ministre Abdelmalek Sellal est arrivé dans la matinée à Tunis où il a représenté le président de la République Abdelaziz Bouteflika à ce rassemblement international «contre le terrorisme». Le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel, accompagne le Premier ministre. «Tunisie libre, terrorisme dehors», scandaient notamment les manifestants dont beaucoup agitaient des drapeaux tunisiens. Un responsable policier a estimé leur nombre à 12 000. La partie populaire du rassemblement est partie de la place Bab Saadoun pour s'achever devant le musée du Bardo. Les personnalités étrangères ont accompagné, eux, le président tunisien Béji Caïd Essebsi sur une centaine de mètres le long de l'enceinte du musée, avant d'y inaugurer une stèle à la mémoire des victimes.

Ouail T.

Commerce extérieur

Pour un nouveau printemps économique

■ **Ministère du Commerce : une conférence nationale sur le commerce extérieur pour la mise en place d'une stratégie nationale de promotion et de développement des exportations hors hydrocarbures**



Ph/Le Jour



Par Magda Malek

A la recherche d'éléments de politiques pour renforcer les résultats à l'exportation et, à l'évidence, lancer la réflexion pour la mise en place d'une stratégie nationale de promotion et de développement des exportations hors hydrocarbures, le ministère du Commerce avait d'ores et déjà rassemblé, en ce début du mois de mars, l'ensemble des acteurs économiques, à savoir l'UGTA et les représentants des organisations patronales. Objectifs : exposer les différentes questions

d'intérêt commun pour un développement économique et social et où les présents ont eu à débattre, lors de cette rencontre, des mesures nécessaires à initier pour promouvoir l'entreprise créatrice de richesse et d'emplois et de la question relative à l'approfondissement, le renforcement et la diversification de l'économie nationale. Des travaux de concertation dont la trame de fond devait déboucher sur l'organisation de la conférence nationale sur le commerce extérieur, prévue pour cette fin du mois de mars, autour de la problématique du commerce extérieur à laquelle prendront part l'en-

semble des acteurs (pouvoirs publics, partenaires économiques et sociaux, experts, universitaires) et les représentants d'institutions internationales spécialisées à l'effet, non seulement de procéder à un échange de points de vue sur les actions à engager pour relancer les exportations hors hydrocarbures, mais également réfléchir et identifier les mesures à prendre pour améliorer l'offre exportable. Aussi, pas moins de 3 ateliers seront installés lors de cette conférence avec 3 thématiques qui permettront de trouver des réponses adéquates aux questions de

du commerce extérieur, où seront définis les grands axes de la stratégie nationale du commerce extérieur. Le renforcement des structures d'appui et de promotion du commerce extérieur sera l'objet du 2^e atelier, de même que l'amélioration de l'environnement du commerce extérieur (institutionnel et réglementaire). La thématique du 3^e atelier permettra d'aborder, entre autres, les questions de procédures douanières et fiscales, la réglementation des changes, services bancaires et assurance, crédit export, de transport et de logistique. Si la diversification des exportations est une

démarche initiée déjà depuis de nombreuses années, elle constitue aujourd'hui une nécessité absolue pour l'économie algérienne au regard de la conjoncture internationale, marquant actuellement le marché des hydrocarbures et des besoins de financement qu'exige le développement économique et social de notre pays durant les prochaines années. Un grand défi, qui nécessite à la fois une réelle mise à niveau technologique et managériale de l'entreprise algérienne, une exploitation judicieuse et rationnelle des ressources financières et du potentiel compétitif de notre économie ainsi que la définition d'une stratégie, à moyen et long terme, de diversification des exportations hors hydrocarbures. C'est aussi un élément primordial dans le plan d'action du gouvernement qui vise, essentiellement, à parachever les réformes engagées pour s'orienter de manière résolue vers la construction d'une économie émergente. En attendant, l'Algérie demeure un acteur marginal du commerce international. Cette situation est due à la faible diversité des structures de production et d'exportation, à la forte dépendance de l'économie algérienne aux hydrocarbures et sa faible intégration aux chaînes de valeurs mondiales. Le développement des exportations hors hydrocarbures nécessite donc plus qu'une libéralisation du commerce. L'Algérie commence à exporter de nouveaux produits pour lesquels les marchés sont porteurs. Toutefois, les quantités sont faibles au vu des potentialités du pays. L'entrée en jeu du secteur privé et la constitution de partenariats public-privé semblent indispensables pour exploiter les opportunités qu'offrent les nouveaux marchés. Une démarche qui serait en cohésion avec celle initiée par les autres départements ministériels dont celui de l'Industrie. Aussi, après plus de vingt ans de libéralisation, il s'avère opportun de passer d'une approche axée sur l'élimination des obstacles au commerce à une approche fondée sur le développement, tel sera l'objectif de cette prochaine conférence.

M. M.

L.M.

Réunion des ministres africains des Finances

Hadji Babaammi à Addis-Abeba

Le ministre délégué chargé du Budget et de la Prospective, Hadji Babaammi, s'est rendu à Addis-Abeba (Ethiopie) pour prendre part à la 8^e réunion annuelle de la Conférence des ministres africains des Finances, qui se tiendra les 30 et 31 mars en cours, a indiqué hier un communiqué du ministère. M. Babaammi participera à cette rencontre qui est une réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres africains des Finances, de la Planification et du Développement économique, de la Commission économique pour l'Afrique de l'ONU (CEA) et de la Conférence des ministres de l'Economie et des Finances de

l'Union africaine. Lors de cette conférence, qui sera précédée par une réunion des experts, les participants aborderont la mise en œuvre du Programme «UA 2063» portant sur la planification, la mobilisation et le financement du développement en Afrique. Elle se tient à l'approche de la date butoir du programme des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD, lancé en 2000), fixée par la communauté internationale pour la mi-avril 2015 et visant essentiellement à réduire la pauvreté. Le programme OMD devra être succédé par l'Agenda post-2015 qui est toujours en négociations au sein de l'ONU. La Conférence d'Addis-Abeba comprendra des

séances plénières ainsi que des tables rondes et sera l'occasion de présenter le rapport économique annuel sur l'Afrique qui porte sur le commerce et l'industrialisation dans le continent. Dans son édition de 2014, la Conférence conjointe avait porté sur le développement inclusif en Afrique. Un appel avait été lancé aux pays africains afin d'adopter des politiques industrielles dynamiques, de se doter d'institutions novatrices et de mettre en place des mécanismes souples pour transformer leurs économies aux fins d'une économie inclusive et durable.

Dette grecque

Le gouvernement «optimiste» sur une solution avec l'UE

Le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, s'est dit «optimiste» hier sur «une fin heureuse» des négociations en cours avec les créanciers publics du pays sur les réformes à réaliser par la Grèce en contrepartie de prêts internationaux. Samedi, des experts de la Grèce, de l'UE, de la BCE, du FMI et du Mécanisme européen de stabilité (MES) ont commencé à l'examen à

Bruxelles de la liste des réformes, qui selon Athènes, devraient rapporter à l'Etat grec trois milliards d'euros, et ramener un taux de croissance de 1,4% en Grèce en 2015. «Ces discussions-marathon» et «difficiles», selon la presse grecque, vont se poursuivre dimanche. «Je suis optimiste sur une fin heureuse très prochainement de cette première phase de négociations et sur la normali-

sation de la situation», a indiqué, dans un entretien publié par l'hebdomadaire dominical grec *Realnews*, Alexis Tsipras, qui prône la fin de l'austérité. Selon la chaîne de télévision Mega, les créanciers insistent «sur des mesures plus dures» alors que le gouvernement de Syriza «s'est engagé auprès du peuple grec à ne pas prendre de mesures récessives». «Je ne peux pas croire que l'Europe

démocratique va choisir la voie de rupture», relève Alexis Tsipras. «La question de la Grèce est principalement un sujet européen qui concerne l'unité de la zone euro et qui ne peut être uniquement géré par des économistes et des technocrates mais par des dirigeants des pays européens», ajoute-t-il. Athènes doit absolument conclure un accord la semaine prochaine avec ses

créanciers pour obtenir une partie de la dernière tranche de prêts qui s'élève à 7,2 milliards d'euros, faute de quoi elle risque de ne plus pouvoir rembourser ses dettes. Jusqu'ici Athènes a bénéficié de deux prêts successifs de l'UE et du FMI depuis le début de la crise en 2010, soit 240 milliards d'euros en échange d'un plan de rigueur draconien.

A.H./Agence

Ghardaïa

Plus de 500 millions DA pour renforcer le réseau d'électricité

■ La demande croissante en électricité aussi bien de la population que des secteurs d'activité économique, notamment l'agriculture, a imposé la mise en œuvre d'un programme de renforcement du réseau électrique pour l'année 2015.



PH. > D. R.

Par Salim O./APS

Un investissement de 545 millions DA a été dégagé par la société de distribution de l'électricité et du gaz centre (SDC-filiale de Sonelgaz) pour un programme de renforcement du réseau de distribution de l'électricité à travers la wilaya de Ghardaïa, a-t-on appris hier,

après de la direction de distribution locale. La demande croissante en électricité aussi bien de la population que des secteurs d'activité économique, notamment l'agriculture, a imposé la mise en œuvre d'un programme de renforcement du réseau électrique pour l'année 2015 dans cette wilaya, a indiqué le directeur local de distribution de cette société. Ce programme consiste

en la réhabilitation et le renforcement du réseau électrique existant, soit 166,5 km de lignes électriques, dont 135 km linéaires de lignes de moyenne tension et 31,5 km de lignes de basse tension, et ce, afin de sécuriser l'alimentation en énergie électrique de l'ensemble des localités de la wilaya, a expliqué Ahmed Brahim. Treize postes transformateurs ont été installés,

sur les 25 prévus pour l'année en cours, afin de renforcer les capacités d'approvisionnement en énergie électrique en période estivale, a-t-il souligné, en ajoutant que 70 km de nouvelles lignes électriques du réseau de basse tension sont en cours de réalisation pour renforcer et sécuriser le réseau dans localités de Hassi-Lefhal et Mansourah. Ces deux localités agricoles ont connu ces dernières années un accroissement du tissu urbain, un développement de l'agriculture et l'accroissement des périmètres agricoles demandeurs d'énergie électrique, a-t-il fait savoir. Plus de quatorze kilomètres de nouvelles lignes électrique sous-terraines sont également en cours de réalisation entre Theniet El-Makhzen, Béni-Isguen, El-Atteuf et Daya Ben Dahoua, afin de soulager le réseau existant, actuellement saturé, améliorer les prestations de service en électricité conventionnelle et éviter le désagrément des abonnés durant les pics de chaleur en été. Huit kilomètres nouvelles lignes électriques de renforcement sont également prévus dans la daïra d'El-Menea, pour permettre l'amélioration des conditions de vie de la population, et satisfaire

la demande croissante du secteur agricole enregistrée par cette localité durant ces dernières années. Un investissement de plus de 954 millions DA a été concrétisé par la SDC-Ghardaïa durant l'année 2014, avec essentiellement la réalisation de 164 km linéaires de renforcement du réseau d'électricité avec 100 postes de transformateurs et de près de 68 km de réseau de gaz avec deux distributeurs publics, selon le premier responsable de cette société à Ghardaïa. Plus de 3 000 foyers ont été raccordés au réseau de gaz naturel dans la wilaya, durant l'année écoulée, a-t-il rappelé. La wilaya de Ghardaïa totalise 115 807 abonnés au réseau électrique et 64 421 raccordements au gaz naturel, selon les statistiques de cette entreprise arrêtés à fin décembre dernier.

S.O./APS

Constantine

Relogement de 1 500 familles début avril

Une opération de relogement de près de 1 500 familles sera entamée «début avril 2015» à Constantine, dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire, a indiqué hier, le directeur de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), Abdelghani Dib. Des logements publics locatifs (LPL) réalisés à Ali-Mendjeli seront attribués aux familles occupant des sites insalubres dans plusieurs zones de la ville, a déclaré le même responsable, faisant part de «l'impact de cette opération dans la promotion de l'image de la future capitale de la culture arabe». M. Dib a précisé que près de 700 appartements neufs seront attribués à des familles vivant

dans des bâtisses menacées par le phénomène de glissement de terrain, le reste du quota étant réservé à «l'éradication des quelques sites de bidonvilles persistant çà et là à Constantine». Cette opération sera suivie d'autres actions similaires au fur et à mesure de l'achèvement des travaux de VRD (voirie et réseaux divers) en cours dans plusieurs nouvelles cités, a souligné le même responsable, précisant qu'un «important quota» de logements sera réceptionné «courant avril», ce qui permettra à la wilaya de poursuivre l'effort de relogement et d'élimination définitive des poches de précarité. La désignation des familles bénéficiaires prendra en compte

les pré-affectations délivrées par l'administration locale, a révélé le directeur de l'OPGI, affirmant que tous les besoins exprimés pour ce segment de l'habitat seront satisfaits «à la faveur du vaste programme de LPL octroyé à la wilaya». Un programme fort de 20 000 unités octroyées à la wilaya de Constantine au titre d'un programme complémentaire annoncé par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal au cours de sa dernière visite, et qui s'ajoute aux 18 000 LPL attribués dans le cadre du quinquennal 2010-2014, a-t-il conclu après avoir ajouté que l'essentiel de ces programmes a été lancé en travaux.

A.O./APS

Tamanrasset

La station thermale de Tamezguida rouverte au public en mai

La station thermale de Tamezguida, dans la commune de Foggaret Ezzoua (40 km au nord d'In-Salah), sera rouverte au public en mai prochain, a-t-on appris des services de cette Commune. Située à 90 km du chef lieu de la commune, cette station, dont les travaux de réhabilitation tirent à leur fin, devra donner une impulsion activités touristiques et économiques dans la région, en plus de constituer une destination pour les touristes et les curistes, a indiqué le prési-

dent de l'Assemblée populaire communale. Mohamed Benmebirek a précisé que ce site thermal connaît, depuis décembre dernier, et pour un coût de 70 millions DA, des travaux de réhabilitation et de restauration, confiés à une entreprise de réalisation privée pour un délai de six mois. L'opération porte sur la réalisation des structures et commodités nécessaires d'accueil et de cure, ainsi que la réhabilitation et l'exploitation de six habitations limitrophes pour les utiliser

comme lieu de détente, selon le même responsable. Les travaux concernent, outre la réalisation en cours des aménagements extérieurs, la réalisation de deux bassins de baignade alimentés en eau thermale, à 74 degrés, puisée à partir d'une source souterraine (447 mètres de profondeur), depuis un site localisé à quelque 300 mètres de la station thermale. Une fois opérationnelle, cette station sera soit exploitée par la commune ou louée à un opérateur privé, a fait savoir M. Benmebirek.

Cette station thermale, bien qu'ancienne, demeure méconnue par de nombreux citoyens du grand Sud, en raison de sa détérioration. Selon les analyses effectuées en 2013 par l'entreprise nationale des études touristiques (ENET) et l'agence nationale des ressources en eau (ANRE), l'eau thermale de Tamezguida comporte des vertus thérapeutiques à différentes pathologies et affections, de type dermatologique, rhumatismale et respiratoire notamment.

L.B.

Oran Lancement des travaux de réalisation de 1 250 logements LPL

Les travaux de réalisation de plus de 1 250 logements publics locatifs (LPL) à Bir el Djir à l'Est d'Oran au profit des familles habitant le site Batimet taliane à Es-seddikia ont été lancés, a-t-on constaté sur place. Dans ce cadre, l'office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) avait installé deux entreprises, l'une algérienne et l'autre chinoise de droit algérien, pour la réalisation de 1 252 logement LPL sur l'ancienne base de vie de la société du bâtiment d'Oran Batiot à Bir El Djir d'une superficie de 17 hectares. Ces logements seront réalisés au profit de plus de 500 familles résidant dans ce site préfabriqué de batimet taliane. Les logements seront livrés à la fin de l'année 2016 selon une source de l'OPGI. Il est à rappeler que les nombreuses opérations de relogements prévues par les autorités publiques ont butté sur le rejet des offres proposées par les habitants, soit pour des raisons de l'éloignement des lieux de relogement ou de non-accord sur le nombre de logements attribués, note-t-on. Le choix de l'ancienne base de Batiot et le nombre de logements prévus a fait, cette fois-ci, l'unanimité du côté des habitants de batimet taliane, a-t-on indiqué de même source.

R.R.



Sahara occidental

La RASD exhorte l'ONU à fixer une date pour le référendum

■ *Intervenant devant le Conseil de paix et de sécurité durant une session d'information sur les développements de la situation au Sahara occidental, M. Ould Salek a souligné «la nécessité urgente de fixer une date pour le référendum au Sahara occidental».*

Par Ramy G./SPS

Le ministre des Affaires étrangères, Mohamed Salem Ould Salek, a exhorté l'Organisation des Nations unies et l'Union africaine à fixer rapidement une date pour la tenue d'un référendum sur l'autodétermination du peuple sahraoui, étant (ONU-UA) les garants de l'application du plan de règlement accepté par les deux parties au conflit (le Front Polisario et le Maroc).

Intervenant devant le Conseil de paix et de sécurité durant une session d'information sur les développements de la situation au Sahara occidental, M. Ould Salek a souligné «la nécessité urgente de fixer une date pour le référendum au Sahara occidental».

«En raison des atterroissements du Maroc visant à profiter des

multiples reports et essayer de légitimer son occupation militaire des parties importantes du Sahara occidental, il est temps de fixer une date pour le référendum promis depuis 23 ans par l'ONU, afin de mettre fin aux souffrances du peuple sahraoui et éviter un retour aux hostilités dans la région», a-t-il averti.

La RASD avait signé le plan de règlement parrainé par les Nations unies et l'Organisation de l'unité africaine (actuellement Union africaine) en 1991 en réponse aux efforts de l'Union africaine visant à parachever la décolonisation de la dernière colonie en Afrique, le Sahara occidental, a rappelé le chef de la diplomatie sahraoui.

La question du Sahara occidental est inscrite auprès de l'Assemblée générale des Nations unies depuis 1963 sur la



Mohamed Salem Ould Salek, ministre sahraoui des AE.

liste des territoires non autonome, et depuis cette date, l'Organisation des Nations unies appelle au droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination, a-t-il ajouté.

Messahel reçoit le représentant personnel du secrétaire général des Nations unies

Le ministre délégué, chargé des Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel, a rappelé, à Alger, la position constante de l'Algérie de soutien au principe de l'autodétermination des peuples, à travers l'organisation d'un référendum.

M. Messahel a souligné, lors d'une audience qu'il a accordée au représentant personnel du secrétaire général des Nations

unies (ONU) pour le Sahara occidental, Christopher Ross, dans le cadre de sa tournée dans la région, «l'impératif d'une sérieuse prise en charge des problématiques liées aux droits de l'homme et à l'exploitation illégale des ressources naturelles du territoire du Sahara occidental».

L'entretien a porté sur «l'évolution et les perspectives» du dossier du Sahara occidental, à la veille de son examen par le Conseil de sécurité de l'ONU en avril prochain.

M. Messahel a, en outre, fait part des dernières déclarations et communiqués de l'Union européenne, du Parlement européen et du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine qui mettent en exergue le principe de la mise en œuvre «diligente» des résolutions pertinentes de l'ONU et du Conseil de sécurité.

Il a, à cet égard, rappelé le rôle «central» et la responsabilité «première» de l'ONU dans le parachèvement du processus de décolonisation de ce territoire inscrit sur la liste des territoires non autonome de l'ONU.

Dans cet esprit, il a souligné que l'Algérie «continuera à apporter son appui» aux efforts de l'ONU et du représentant personnel du secrétaire général.

R.G./SPS

Libye

Bensalah appelle à partir de Charm el Cheikh à soutenir le dialogue interlibyen

Le représentant du président de la République au 26^e Sommet arabe, Abdelkader Bensalah, a plaidé samedi à Charm el Cheikh (Egypte) en faveur du soutien aux ronds de négociations interlibyennes.

«Le peuple libyen frère mérite notre solidarité et nous sommes appelés, de par nos responsabilités, à soutenir et à parrainer les différents ronds de dialogue interlibyen», a souligné M. Bensalah, dans son

intervention devant les dirigeants arabes.

«L'Algérie a consenti des efforts colossaux dans le cadre du mécanisme des pays voisins pour rapprocher les vues des antagonistes libyens et réunir les conditions idoines pour rassembler toutes les parties à l'exception des groupes terroristes, reconnus comme tels», a-t-il précisé. L'Algérie, poursuit M. Bensalah, «a récemment abrité une réunion dans le cadre du

dialogue interlibyen, sous l'égide des Nations unies», rappelant que «les participants à cette réunion ont retenu un accord de principe sur la formation d'un gouvernement national pour la mise en place des institutions constitutionnelles dans le cadre d'un règlement politique loin de toute ingérence étrangère».

L'«Aube libyenne» redéploie ses forces pour combattre Daech

Le gouvernement formé par les islamistes de l'«Aube libyenne», qui siège à Tripoli, a ordonné le retrait de ses forces présentes aux abords de deux grands ports pétroliers pour les envoyer combattre les combattants du groupe autoproclamé «Etat islamique» (Daech/EI) à Syrte, a annoncé un parlementaire. Ce redéploiement pourrait à terme permettre la réouverture des terminaux d'Es Sider et de Ras Lanouf, fermé depuis décembre en raison des combats dont ils font l'objet. Les miliciens de l'Aube libyenne se sont emparés de la capitale en août, contraignant le gouvernement d'Abdallah al Thinni, seul reconnu par la communauté internationale, à se replier dans l'est du pays, et des combattants qui se réclament groupe autoproclamé «Etat islamique» ont profité du chaos pour s'implanter ces derniers mois dans l'est et le centre de la Libye. Ils ont affronté ces derniers jours les hommes de l'Aube libyenne dans la région de Syrte. «Il s'agit d'un retrait tactique pour faire face à l'organisation autoproclamée "Etat islamique" (Daech/EI) à Syrte», a déclaré Belkassam Debbrez, vice-président de la commission de la Défense de l'assemblée mise sur pied par l'Aube libyenne.

R. M.

M.Y./APS

Mauritanie

Le gouvernement approuve l'intervention militaire arabe au Yémen

La Mauritanie soutient l'intervention militaire d'une coalition de pays menée par l'Arabie saoudite au Yémen contre des rebelles chiites, a déclaré le président mauritanien, Mohamed Ould Abdel Aziz.

«Cette intervention saoudienne est approuvée par un certain nombre de pays arabes. Nous en faisons partie», a déclaré le président Aziz lors d'une conférence de presse à Nouakchott jeudi soir. La situation au Yémen est «vraiment regrettable», a-t-il estimé, quelques heures avant son

départ vendredi pour Charm el-Cheikh, en Egypte, où il doit participer à un sommet de la Ligue arabe.

Ce sommet doit notamment discuter des frappes militaires au Yémen, dirigées par l'Arabie saoudite mais impliquant également le Koweït, le Qatar, l'Egypte, la Jordanie, le Soudan, le Pakistan et le Maroc, selon Ryad.

L'opération vient en soutien au président yéménite reconnu par la communauté internationale, Abd Rabbo Mansour Hadi,

dont les forces sont incapables de faire face à l'avancée des Houthis, rebelles chiites soutenus par l'Iran, entrés en septembre à Sanaa.

L'intervention arabe, baptisée «Tempête décisive», a été déclenchée dans la nuit de mercredi à jeudi par des frappes saoudiennes sur différentes positions des Houthis. La plupart des pays arabes ont serré les rangs derrière l'Arabie saoudite et réaffirmé leur soutien à Abd Rabbo Mansour Hadi.

Tunisie Sept terroristes éliminés par les forces de la Garde nationale

LA GARDE nationale tunisienne a annoncé hier, la fin de l'opération antiterroriste à Sidi Aïche. L'opération a abouti à l'élimination de neuf terroristes embarqués dans un même véhicule pris pour cible par un guet-apens tendu par les forces sécuritaires. Les occupants du véhicule ont été éliminés. Par peur que le véhicule ne soit piégé, de même que les cadavres des terroristes, un groupe spécialisé en déminage a été dépêché sur place. D'après des informations filtrées du théâtre de l'action, les forces tunisiennes auraient réussi à éliminer tous les membres du groupe armé qui étaient au nombre de sept individus. Certaines rumeurs, non confirmées, font état de la présence de l'ennemi public N° 1, Lokman Abou Sakhr, parmi les terroristes tués. Après vérification des lieux, l'opération a été déclarée terminée. Les forces de l'ordre s'occupent actuellement de l'identification des cadavres.

Mondji T./ Agence



Yémen

La coalition frappe les infrastructures des rebelles

■ Les avions de la coalition conduite par Riyad ont concentré leurs frappes sur les infrastructures rebelles au Yémen, où l'intervention se poursuivra jusqu'à ce que les miliciens pro-iraniens «déposent les armes», a averti hier la Ligue arabe.

Par Ali O.

«L'opération se poursuivra jusqu'à ce que la milice des Houthis se retire et dépose les armes», a déclaré le secrétaire général de la Ligue Nabil al-Arabi à Charm el-Cheikh (Egypte) où s'est tenu un Sommet arabe en partie consacré à la crise yéménite.

Pour la quatrième nuit consécutive, des avions de la coalition ont bombardé des cibles de la rébellion des Houthis, soutenus par l'Iran, et de leur allié, l'ex-président Ali Abdallah Saleh.

A Aden, deuxième ville du pays, dans le sud, des combats nocturnes entre pro et anti-Houthis ont fait au moins 20 morts, portant le bilan des violences depuis jeudi à près de 100 tués.

Des avions de la coalition arabe ont visé dans la nuit de samedi à hier la piste de l'aéroport de la capitale Sana'a, la mettant hors service. «C'est la première fois qu'ils bombardent la piste» depuis le début jeudi de l'opération militaire, a précisé une source aéroportuaire.

Des avions ont également pris pour cible le QG de la Garde républicaine, alliée aux Houthis, tuant quinze soldats, a indiqué hier à l'AFP une source militaire. Ce site est situé à Soubaha, dans l'ouest de Sana'a.

L'hôpital militaire de la capitale a reçu les corps de 12 soldats, ainsi que 18 blessés, a indiqué pour sa part une source médicale.



Ph. > D. R.

La Garde républicaine est, dans sa grande majorité, restée fidèle à Saleh, au pouvoir de 1978 à 2012 et qui est accusé par ses détracteurs d'être le cerveau derrière l'offensive des Houthis.

A Hodeida, ville portuaire de l'ouest du Yémen contrôlée par les Houthis, les avions de la coalition ont pris pour cible une base aérienne, selon des témoins. Et à Saada, fief des Houthis dans le nord, une base d'une brigade d'artillerie, fidèle à l'ex-président Saleh, a été également visée par un raid.

Le Yémen s'est enfoncé dans la guerre ces derniers jours avec des avancées fulgurantes de la rébellion chiite et ses alliés vers Aden et une riposte militaire d'une coalition d'une dizaine de pays arabes venue secourir le

président Abd Rabbo Mansour Hadi. A Aden, la confusion régnait hier après une nuit de combats meurtriers entre des comités de défense de quartier, fidèles à Hadi, et des Houthis qui ont tiré au canon sur l'aéroport, selon des sources militaires et de sécurité.

Les affrontements pour le contrôle de l'aéroport se poursuivaient par intermittence après que des rebelles eurent réussi à reprendre une position stratégique perdue la veille au prix de neuf morts dans leurs rangs,

selon une source militaire.

Cinq membres des comités de défense ont été tués en repoussant de la piste de l'aéroport les rebelles qui, dans leur fuite, ont tiré au canon, provoquant des incendies dans la tour de contrôle, le salon d'honneur et un autre bâtiment, ont indiqué à l'AFP un officier de sécurité et une source médicale.

A l'entrée nord d'Aden, des accrochages se sont produits aux premières heures de la journée lorsqu'un convoi de la rébellion chiite, venant de la province

voisine de Dhaleh, s'est heurté à des combattants hostiles.

Six personnes, dont quatre Houthis, ont trouvé la mort et deux chars de la rébellion ont été endommagés dans ces combats, à la suite desquels les rebelles ont réussi à avancer et à établir leur QG à la mairie de Dar Saad, a indiqué une source militaire.

Les violences à Aden ont fait au total plus de 95 morts ces quatre derniers jours.

La cité a plongé dans le chaos après le départ du président Hadi jeudi pour l'Arabie Saoudite.

Celui-ci a regagné samedi Riyad en compagnie du roi Salmane d'Arabie Saoudite, après avoir participé au Sommet de Charm el-Cheikh. Il n'a pas l'intention de rentrer au Yémen dans l'immédiat. Selon un responsable diplomatique dans le Golfe, le président n'est «pas un homme fort, mais il est accepté par tout le monde».

«Les Houthis ne peuvent contrôler tout le Yémen, mais ils peuvent avoir un pouvoir de veto, comme c'est le cas du Hezbollah au Liban, et nous ne pouvons pas accepter que leur coup d'État réussisse», a-t-il ajouté.

A. O.

Nucléaire iranien

Netanyahu dénonce «l'axe Iran-Lausanne-Yémen»

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a dénoncé hier «l'axe Iran-Lausanne-Yémen» pour tenter de faire barrage à la possible signature d'un accord sur le nucléaire iranien d'ici mardi à Lausanne entre les grandes puissances et Téhéran.

Netanyahu a critiqué une nouvelle fois ce projet d'accord qu'il a qualifié de «dangereux» et qui «confirme toutes nos inquiétudes, voire même au-delà».

«L'axe Iran-Lausanne-Yémen, qui est très dangereux pour toute l'humanité doit être stoppé», a ajouté Netanyahu dont les propos tenus lors du Conseil des ministres hebdomadaire ont été retransmis par la radio publique. Il faisait allusion aux rebelles chiites Houthis soutenus par l'Iran, qui ont pris le contrôle d'une partie du Yémen, y compris la capitale Sana'a.

«Sur l'axe Beyrouth-Damas-Baghdad, l'Iran agit pour conquérir tout le Moyen-Orient», a ajouté le Premier ministre.

Netanyahu a également affirmé disposé d'un «soutien bipartite ferme et solide» des partis républicain et démocrate au Congrès américain. «Ce soutien est bien sûr très important», a ajouté le Premier ministre.

Le vice-ministre des Affaires étrangères, Tzahi Hanegbi, un proche de Netanyahu, a proclamé à la radio publique qu'Israël

ne se sentira pas lié par un accord conclu par d'autres et saura se défendre dans toutes les situations».

«La Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France se font des illusions en pensant que l'Iran respectera ses engagements», a-t-il ajouté.

Auparavant le ministre de l'Intérieur Gilad Erdan, avait affirmé que le «Congrès américain pourrait constituer le dernier obstacle à la levée des sanctions contre l'Iran» après la conclusion d'un accord.

«Il y a de fortes chances pour que soit conclu d'ici deux jours un accord de principe, mais d'ici la signature d'un accord final censé intervenir à la fin juin, il y aura suffisamment de temps pour mener des activités diplomatiques», a indiqué à la radio militaire Erdan.

Le ministre chargé des services de renseignements Yuval Steinitz a lui aussi critiqué la possible conclusion d'un «mauvais accord plein de lacunes».

«Mais nous ne sommes pas seuls à avoir cette position. De très sérieux doutes existent également aux États-Unis, en Europe, en France et en Grande-Bretagne», a ajouté Yuval Steinitz, un proche du chef du gouvernement sortant à la radio publique. Gilad Erdan a également averti qu'en cas d'accord mardi Israël devra procéder à

une «réévaluation totale de sa politique de sécurité». Il a souligné la possibilité que l'Arabie Saoudite et d'autres pays de la région «se sentent menacés par l'Iran se lancent dans une course aux armements nucléaires».

Le député travailliste Nachman Shai a pour sa part critiqué la politique suivie par Benjamin Netanyahu. «Nous avons subi une défaite dans cette affaire et le résultat est mauvais pour Israël qui n'est pas parvenu à freiner le programme nucléaire iranien», a constaté le député.

«Nous aurions dû agir en coulisse, laisser faire les grandes puissances et éviter ainsi de faire du programme nucléaire iranien un conflit entre Israël et l'Iran», a ajouté Nachman Shai à la radio publique.

Benjamin Netanyahu, a été officiellement chargé mercredi dernier par le président Reuven Rivlin de former le prochain gouvernement après sa victoire aux législatives du 17 mars.

De profondes divergences opposent le président américain Barack Obama à Benjamin Netanyahu, qui a prononcé le 3 mars devant le Congrès un discours contre le projet d'accord sur le nucléaire iranien à l'invitation d'élus républicains rivaux du président.



Points chauds

Accord

Par Fouzia Mahmoudi

Décidément Barack Obama est bien seul à Washington à essayer de faire en sorte que l'accord avec l'Iran soit un succès. Les États-Unis en guerre froide avec Téhéran durant près de quarante ans veulent aujourd'hui trouver une solution d'instaurer un véritable dialogue et une véritable coopération. Pour ce faire, de multiples concessions doivent être faites des deux côtés de la table de négociations. Voilà peut-être pourquoi les Israéliens ont tant de mal à comprendre la démarche américaine, eux qui refusent depuis plus de trente ans de faire la moindre concession aux Palestiniens bloquant indéfiniment tout accord de paix au Proche-Orient. L'équipe de Barack Obama sincèrement désireuse d'arriver à un accord avec les Iraniens se veut plus pragmatique que jamais et sait qu'au-delà des vœux pieux, il faudra accepter certaines conditions pour convaincre Téhéran de la bonne foi américaine. Néanmoins, aux États-Unis beaucoup continuent à défendre le point de vue israélien et notamment au Congrès ou au Sénat. D'ailleurs, les sénateurs américains ont approuvé la semaine dernière à l'unanimité une mesure non contraignante appelant au rétablissement immédiat de sanctions contre l'Iran en cas de violation de tout accord sur le nucléaire. Les sénateurs, par cent voix contre zéro, ont adopté un amendement déposé par le républicain Mark Kirk au projet de budget actuellement en débat. Il n'a pas force de loi, mais son adoption vise à démontrer la détermination des parlementaires américains à agir rapidement au moindre écart iranien dans l'application de l'accord intérimaire sur le nucléaire actuellement en place, ou d'un éventuel accord final. Avec ce vote, le premier concernant le nucléaire iranien depuis le début des pourparlers, son auteur entend envoyer un message aux négociateurs. «Si nous découvrons que l'Iran a continué à développer son programme nucléaire, je pourrai rappeler à 100 sénateurs qu'ils ont voté avec moi aujourd'hui», a dit Mark Kirk. Tous les sénateurs démocrates ont approuvé la mesure, après d'intenses tractations et la modification d'une phrase reconnaissant le rôle du président américain. Reste à savoir si les dirigeants iraniens pour leur part réussiront à mettre de côté certaines de leurs exigences pour arriver à un accord qui serait surtout un pied de nez aux extrémistes de tous bords.

F. M.



Exposition de Djahida Houadef à Dar Abdelatif

Une trentaine d'œuvres gorgées de vivacité

■ La villa Dar Abdelatif est devenue depuis quelque temps un véritable espace d'échange culturel entre amateurs et professionnels. Elle accueille des lectures poétiques et des rencontres littéraires et dispose aussi d'un espace d'expositions ouvert souvent aux amoureux des arts plastiques. En effet, plusieurs artistes professionnels algériens et étrangers ont exposé leurs œuvres qui impressionnent de plus en plus le public.



Par Abia Selles

Cette fois-ci, c'est au tour de l'artiste algérienne Djahida Houadef de nous faire découvrir un art plein d'émotions et de professionnalisme. Il s'agit d'une exposition de grandes toiles à l'huile. L'artiste a été ins-

pirée par un séjour au Liban pour réaliser la trentaine de tableaux exposés à Dar Abdelatif. Cette exposition intitulée «Offrande au pays du cèdre» offre une vision colorée et énergique des paysages naturels ou urbains ainsi que des vestiges historiques de plusieurs villes libanaises que l'artiste a visitées en 2012 à l'oc-

casation d'un voyage touristique.

Réalisées en trois ans, ces nouvelles peintures conservent la profusion d'éléments et la luminosité propres à la démarche artistique de Djahida Houadef, tout en proposant quelques aspects inédits, particulièrement dans la représentation des statues antiques et des

monuments historiques. Le peintre y abandonne en partie les motifs végétaux explorés à outrance lors de ses précédentes expositions pour des lignes plus sobres, en jouant sur les perspectives, les reliefs et le contraste de couleurs et donnant un aspect plus vivant à des éléments comme la pierre ou le marbre.

Cette nouveauté est visible dans la série «*Fi El Mathaf*» (Au musée) où guerriers et animaux sacrés sont peints en clair sur un fond sombre avec une grande attention accordée au mouvement dans la disposition des sujets.

Les visiteurs pourront également admirer les ciels jaunâtres ou violets de vues sur des monuments comme la mosquée Muhammed al Amin à Beyrouth ou les ruines phéniciennes de Baalbek, en plus d'autres toiles sublimant la nature. «*J'ai abordé pour cette exposition des éléments qui ne me ressemblent pas pour trouver de nouvelles sensations et me découvrir davantage*», explique Djahida Houadef à propos de ses toiles, inspirées par un pays dont la culture, la chanson particulièrement (Fairouz, Sabah Saghira etc.), a dit-elle, «*bercé sa jeunesse*».

Dans cet «*ailleurs*» qui inspire

pour la première fois son travail d'artiste, elle dit également avoir trouvé «*une grande ressemblance avec l'Algérie, surtout dans les lumières*». Organisée par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel et l'association «*Musaika*», l'exposition «*Offrande au pays du cèdre*» sera agrémentée de récitals de poésie et de musique ainsi que d'ateliers de création pour enfants. Il est à noter que cette exposition se poursuivra jusqu'au 18 du mois d'avril prochain

A.S.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Cinéma de Béjaïa

Jusqu'au 30 mars :
Projection du dernier long-métrage de Lyès Salem, «*L'Oranais*».

TNA Gallery

Jusqu'à la fin du mois de mars :

Exposition collective d'arts plastiques et de photographies «*Hors Champ*» par Mustapha Nedjai, Hella Zoubir, Karim Sergoua, Rachi Djemai, Rachid Nacib, Malek Salah, Adlène Samet et Nasser Medjekane.

Palais de Rais Bastion 23

Jusqu'au 31 mars :
Exposition avec Benchemakh Kamel et Saâdoun Yasmina intitulée «*Symboles de printemps*».

Complexe culturel

Abdelouahab-Salim (Tipasa)

Jusqu'au 31 mars :
Exposition collective d'arts plastiques à l'occasion de la Journée internationale de la femme.

Espace des activités culturelles Rachid-Kouache

Jusqu'au 1^{er} avril :
L'établissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger, en collaboration avec la librairie Média soft, organise «*Le carrefour du livre*».

Salle Ibn-Khaldoun

Jusqu'au 31 mars :
Projection du film «*Les portes du soleil : Algérie pour toujours*» de Jean-Marc Minéo.

Complexe culturel

Abdelouahab-Salim (Tipasa)

Jusqu'au 31 mars :
Exposition collective d'arts plastiques à l'occasion de la Journée internationale de la femme.

Galerie Asselah

Jusqu'au 16 avril :
Exposition de peinture par l'artiste Amel Benghezala.

Théâtre Régional de Sidi Bel Abbès

29 et 30 mars :
Double représentation artistique avec Gnawa Diffusion.

Journées des arts dramatiques à Tissemsilt

Les représentations théâtrales drainent les familles

Les représentations théâtrales, inscrites dans le cadre des deuxièmes journées nationales des arts dramatiques qui se sont achevées samedi soir à Khémisti (Tissemsilt), ont drainé un grand nombre de familles. La salle de la maison de jeunes et le centre culturel communal ont accueilli plus de 1 000 spectateurs par jour, venus de plusieurs régions de la wilaya, selon les organisateurs.

Le président de l'association «*Loulou'a thakafia*», initiatrice de cette manifestation, Wahid Metahri, a relevé une affluence «*record*» à cette édition comparativement à la

précédente, marquée par une présence notable des familles. Ces journées nationales ont vu la présentation de neuf pièces traitant de sujets sociaux, nationaux et de sensibilisation. Le metteur en scène et membre du jury, Abdelkader Chentouf, a indiqué que le niveau des œuvres présentées lors de cet événement culturel a été en général «*appréciable*», permettant d'attirer un grand public.

Il a ajouté que les horaires retenus pour cette manifestation qui a coïncidé avec les vacances scolaires du printemps, ont contribué à drainer plus de familles. Il était attendu,

dans la soirée de samedi, l'annonce des troupes lauréates des prix de «*Loulou'a*» (Perle d'or, d'argent et de bronze) et de la meilleure scénographie, meilleur texte, meilleure interprétation masculine et féminine et prix d'encouragement d'une valeur de 100 000 DA.

Les journées nationales des arts dramatiques sont organisées par l'association «*Loulou'a*» de Khemisti, la direction de wilaya de la culture, l'Office des établissements de jeunes et l'APC de Khemisti. **F.H.**

Festival de Cannes

Maiwenn et Sean Penn en sélection

Au fil des semaines, le profil du 68^e Festival de Cannes se dévoile. Après l'affiche en début de semaine, c'est le casting des réalisateurs qui se dessine sous forme de pronostics.

Chaque année, d'éminents réalisateurs se lancent dans cette course éfrénée. Montage, mixage, étalonnage, tout doit être terminé à temps pour espérer intégrer la sélection du Festival de Cannes. Plusieurs observateurs semblent donc savoir quels films en cours de finalisation pourraient faire partie de la compétition.

Côté français, plusieurs prestigieux noms de réalisateurs sont

évoqués. Après le succès colossal de Maiwenn avec «*Polisse*», récompensé par le prix du jury à Cannes en 2011, la réalisatrice pourrait revenir sur la Croisette. Pour «*Mon Roi*», elle a mis en scène la séparation cruelle et violente du couple formé par Vincent Cassel et Emmanuelle Bercot. Le film est déjà annoncé comme un véritable coup de poing.

Jean-Paul Rappeneau, accompagné par Mathieu Amalric, Karin Viard, Nicole Garcia et Gilles Lellouche, pourrait monter les marches avec «*Belles familles*», son huitième long-métrage. Le chouchou de

Cannes Jacques Audiard est également en chemin pour la Croisette avec «*Erran*», sa libre adaptation des *Lettres persanes de Montesquieu*. Les frères Ethan et Joel Coen, présidents du jury cette année, pourraient avoir à juger le nouveau Michel Gondry, «*Microbe et Gasoil*».

Ce 68^e Festival de Cannes s'annonce également comme un bon cru pour les cinéastes étrangers. Gus Van Sant est attendu avec impatience sur la Croisette et dans les salles obscures avec «*The sea of trees*», avec notamment Matthew McConaughey et Naomi Watts. Le meilleur ami américain de la France, Sean

Penn, pourrait faire l'honneur de présenter à Cannes son film, «*The last face*» avec Charlize Theron et Adèle Exarchopoulos. Le New-yorkais Woody Allen se tient prêt avec «*Un homme irrationnel*», sa production de l'année, avec Joaquin Phoenix et Emma Stone à l'affiche.

Entre chefs-d'œuvre et glamour, les pronostics du Festival de Cannes tiennent pour l'instant toutes leurs promesses. Confirmation le 16 avril prochain à l'occasion de la traditionnelle conférence de presse.

R.I.

Coup-franc direct



La «chkara» en puissance

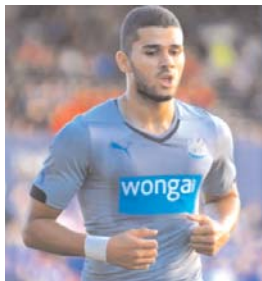
Par Anouar M.

Les derniers matches de la Ligue sont un vrai supplice pour les amateurs de la balle ronde nationale et les vrais amoureux de ce football national. En effet, la logique n'a plus droit de cité dans ces rencontres où la «chkara» est érigée en principe. Ainsi, tout se vend et s'achète dans ce championnat «Taiwan» et les clubs deviennent des commerces et non des formations qui respectent l'éthique sportive. Pourtant les instances gérant le football national étaient au courant de ces pratiques malsaines et se devaient donc de frapper fort pour éviter ces mises en scène où des équipes qui avaient du mal à gagner à domicile durant toute l'année puissent, comme par enchantement, l'emporter à l'extérieur de leurs bases et face à des équipes qui jouent le titre national. Une autre équipe aussi menacée l'emporte aussi face à une autre formation qui n'est pas encore tirée d'affaire et c'est un joueur qui ne marque pas aussi souvent qui délivre son équipe. Il est clair qu'il faut un véritable coup de balai pour la prochaine saison pour ne pas répéter ce genre de pratiques à l'avenir car il y va de la réputation du football national qui se trouve dans une situation très difficile avec ce genre d'affaires contreversées.

A. M.

Newcastle United Mehdi Abeid de retour à l'entraînement

L'international algérien de Newcastle United (Premier league anglaise de football), Mehdi Abeid, éloigné des terrains depuis deux semaines à cause d'une blessure à la cuisse, reprendra l'entraînement lundi prochain. «Je reprends l'entraînement lundi», écrit Abeid sur son compte Twitter. Le milieu de terrain algérien des «Magpies» s'était blessé le 14 mars dernier lors d'une séance d'entraînement, à la veille du déplacement à Everton, dans le cadre de la 29e journée du championnat d'Angleterre. Abeid, qui figurait dans la présélection des 37 joueurs des Verts avait été contraint



de déclarer forfait pour le stage entamé le 23 mars à Doha et qui se poursuivra jusqu'au 31 mars.

SC Bastia Boudebouz de retour cette semaine

Le milieu international algérien de Bastia SC (Ligue 1 française de football), Ryad Boudebouz, touché aux adducteurs, reprendra les entraînements cette semaine, a annoncé le joueur samedi sur sa page Facebook. «Après presque 20 jours d'indisponibilité, inshallah le retour cette semaine», a écrit Boudebouz. Du coup, Boudebouz (25 ans) pourrait effectuer son retour à la compétition lors du match en déplacement à Montpellier, prévu samedi prochain, dans le cadre de la 31^e journée du championnat. L'ancien joueur du FC Sochaux est devenu un élément indispensable dans le dispositif bastiais. Il est le joueur le plus utilisé par son entraîneur cette saison avec 27 matches joués et cinq buts inscrits.

Grand Prix de Samsun de judo 8 des 13 judokas algériens engagés éliminés

Huit des treize judokas «seniors» engagés par l'Algérie dans le Grand Prix 2015 de Samsun (Turquie), du 26 au 28 mars courant, ont été éliminés dès le premier tour, tandis que les cinq autres athlètes feront leur entrée en lice samedi avec l'espoir de sauver l'honneur. Mohamed Rebahi (-60 kg) a été le premier judoka algérien à faire son entrée en lice dans ce tournoi et il s'est incliné dès le premier combat face au Géorgien Lukhumi Chkhvimiani. Puis c'est au tour d'Oussama Djeddi de s'incliner face à Huseyn Rahimli (Azerbaïdjan) dans la catégorie des moins de 73 kg. Idem pour Abderrahmane Benamadi, qui s'est fait éliminer dès le 1^{er} combat par le Tunisien Oussama Mahmoud Senouci, dans la catégorie des 90 kg. Houd Zordani a lui aussi quitté la compétition prématurément dans la catégorie des moins de 66 kg, tout comme Fékir Mewène (90 kg) qui a déclaré forfait avant même d'avoir livré son 1er combat.



Chez les dames, la participation algérienne a été tout aussi décevante, à commencer par celle de Ratiba Tariket (-57 kg), qui a perdu dès son 1er combat contre la Polonaise Arleta Podolka. Souad Belakhal a réussi à faire un peu mieux dans la catégorie des moins de 63 kg, en remportant son premier combat face à la Camerounaise Hélène Dombou Wazeu, avant de s'incliner au tour suivant devant la Russe Ekaterina Valkova. Imène Agouar, dans cette même catégorie des moins de 63 kg a été exemptée du 1er tour, mais son premier combat face à la Turque Busra Katipoglu a été fatal.

Algérie-Oman en amical Les Verts pour se reprendre

L'équipe nationale algérienne jouera aujourd'hui son deuxième match amical face à son homologue d'Oman dans le cadre de la tournée qui a amené les Verts au Qatar.

Par Anouar M.

Cette seconde rencontre est très importante pour les Fennecs qui devraient se reprendre après une première défaite qui est restée au travers de la gorge des Algériens, surtout que cette défaite est venue devant une équipe qui n'est pas vraiment un foudre de guerre.

Le coach national, Gourcuff, qui ressent une très grosse pression sur ses épaules après la première défaite et souhaite donc l'emporter face au Oman même s'il sait que cela ne sera pas vraiment facile.

Il faut savoir que Oman est entraîné par son compatriote, le Français, Paul Le Guen et qui semble décidé à monter une équipe capable de relever les défis. L'adversaire du jour des Verts a réussi lors de son dernier match amical à battre la formation de la Malaisie sur le score sans appel de 6 à 0. Pour revenir aux Verts, il faut savoir que Gourcuff compte cham-



Ph. > DR.

bouler tous ses plans, lui qui souhaitait voir à l'œuvre les locaux lors de ce match face à Oman et ce en raison de la défaite surprise face au Qatar et qui l'oblige maintenant à aligner les joueurs titulaires de la sélection pour tenter de rassurer les supporters des Verts qui étaient très déçus par la première contre-performance face au Qatar.

Pour ce qui est des joueurs, ils savent qu'ils ont une dette envers le

public et se donneront à fond pour tenter de se reprendre et se ressaisir. Les coéquipiers de Feghouli sont décidés à l'emporter pour reprendre confiance surtout que le doute s'est emparé d'eux après cet échec non attendu face aux Qataris.

Le plus important est de donner une autre image de la sélection nationale que celle donnée lors du premier match face au Qatar.

A. M.

Ligue 1 Mobilis (24^e journée) Le MOB et l'ESS surpris, le MCA remporte le clasico

Le leader MO Béjaïa et son poursuivant direct l'ES Sétif sont tombés consécutivement face au RC Arbaâ et à l'ASO Chlef sur le même score de 1 à 0, tandis que le clasico entre la JS Kabylie et le MC Alger est revenu au profit des Algérois (1-2), lors de la 24^e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, disputée samedi et tronquée de deux matches. Le MOB qui se déplaçait à l'Arbaâ avec l'ambition de revenir avec un bon résultat a essuyé sa cinquième défaite de la saison sur une réalisation du remplaçant El Mouadhan en toute fin de partie. En dépit de cette défaite sur le fil, les joueurs de Amrani conservent leur petit point d'avance sur l'ESS. Quant au RC Arbaâ, il se hisse provisoirement à la quatrième place en compagnie de l'USM Alger, l'autre grand bénéficiaire de cette journée sans même jouer. L'ES Sétif qui accueillait une heure plus tard la lanterne rouge l'ASO Chlef, n'a pas tiré profit de la chute du leader en concédant une surprenante défaite sur sa pelouse. Les Setifiens ont été surpris par une équipe de Chlef bien décidée à réussir une grosse performance. Auréolés de leur qualification en demi-finales de la Coupe d'Algérie, les hommes de Mohamed Benchouia ont piégé les champions d'Afrique grâce à un nouveau but de Naâmani (72'), déjà auteur d'un doublé contre l'USMH. Avec cette retentissante victoire, l'ASO quitte la dernière place au classement mais reste toujours dans la zone dangereuse. Le clasico entre la JS Kabylie et le MC Alger, deux équipes mal en point en championnat cette saison, a souri aux Algérois qui ont pris leur revanche grâce à des réalisations de Benbraham (26') et Djallil (36'). Les Canaris qui restaient sur une belle victoire en déplacement



contre l'ASM Oran (3-2) avaient pourtant ouvert la marque dès la neuvième minute par Ziti sur un coup franc lointain. Malgré leur supériorité numérique en seconde période après l'expulsion de Karoui pour cumul de cartons, les coéquipiers de Rial n'ont pas réussi à égaliser. A la faveur de cette victoire, la troisième de rang, les protégés de Arthur Georges quittent la zone des relégables et remontent provisoirement à la 11^e place (30 pts). Le MC Oran reste de son côté bloqué à la troisième position après le nul concédé sur son terrain devant l'USM Bel-Abbès (0-0) et laisse filer une belle occasion de revenir à hauteur de l'ESS. De son côté, le CR Belouizdad a été accroché à domicile par la JS Saoura (1-1) et rate ainsi l'occasion de monter sur le podium. Le match USMH-ASMO (3-3) a été prolifique en buts et a confirmé la passe difficile que traverse les Harrachis qui ont arraché l'égalisation à moins de deux minutes de la fin par Boumechra. Dans le bas du tableau, le NAHD et le MC El Eulma dont les matches contre respectivement le CSC et l'USMA ont été reportés, sont désormais 15^e et 16^e au clas-

sement à une longueur de l'ASO Chlef, premier relégable.

Résultats et classement

RCA- MOB	1-0	
USMH- ASMO	3-3	
JSK- MCA	1-2	
ESS-ASO	0-1	
MCO- USMBA	0-0	
CRB- JSS	1-1	
CSC- NAHD (reporté au 3 avril)		
USMA-MCEE (reporté à une date ultérieure)		
	Pts	J
1. MO Béjaïa	39	24
2. ES Sétif	38	24
3. MC Oran	36	24
4. USM Alger	35	23
5. RC Arbaâ	35	24
6. ASM Oran	34	24
7. CRB	34	24
8. USMH	33	24
9. JS Kabylie	32	24
10. JS Saoura	31	24
11. CSC	30	23
12. MC Alger	30	24
13. USMBA	29	24
14. ASO Chlef	28	24
15. MCEE	27	23
16. NAHD	26	23

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Corruption/Procès en appel de Brahim Hadjas

Le parquet requiert l'aggravation de la peine de 5 à 8 ans

LE PARQUET près la cour d'appel d'Alger a requis dimanche de porter de cinq à huit ans de prison ferme la peine prononcée en mars 2014 par le tribunal de première instance d'Alger contre l'ancien P-DG d'«Union Bank», Brahim Hadjas, pour dilapidation de deniers publics.

Le parquet a aussi requis d'aggraver la peine de prison (de 2 à 4 ans) contre deux autres co-inculpés dont un notaire.

L'accusé avait été reconnu coupable en première instance d'avoir détourné en 2004 des deniers publics au détriment de la Banque de l'agriculture et du développement rural (Badr).

L'inculpé est également poursuivi dans cette affaire notamment de «constitution d'une association de malfaiteurs, d'escroquerie, de banqueroute frauduleuse et de violation de la législation régissant le mouvement des capitaux de et vers l'étranger», selon l'ordonnance de renvoi.

L'«Union Bank» avait effectué des transactions commerciales avec plusieurs banques, dont la Badr, qui a découvert qu'un grand nombre de crédits n'avaient pas de dossiers constitutifs, selon la même source.

Tous les fonctionnaires de la banque ont affirmé lors de l'en-

quête avoir reçu des instructions de Hadjas Brahim et de ses enfants (K et C) pour l'émission de lettres de change, selon la même source.

Brahim Hadjas avait nié lors du procès en première instance les chefs d'accusation retenus contre lui, précisant qu'il occupait alors le poste de président du conseil d'administration, étant actionnaire et que sa mission principale au sein de la banque était de prospecter les investisseurs à l'étranger.

Dans une autre affaire de corruption, une peine de 10 ans de prison ferme avait été prononcée en mars 2014 par le tribunal correctionnel de Chéraga à l'encontre de Brahim Hadjas pour «atteinte à la propriété immobilière et dilapidation de deniers publics».

Brahim Hadjas a été arrêté le 12 décembre 2013 au Maroc en vertu d'un mandat d'arrêt international lancé par la justice algérienne, avant d'être extradé vers l'Algérie après 10 années de fuite. Il a été au cœur d'un scandale de corruption lié à son groupe. «Union Bank», première banque privée en Algérie créée en 1995 conformément à la loi sur la monnaie et le crédit de 1990, a été dissoute en 2004 sur décision de justice.

Lamine H.

Police des frontières

Une tentative de trafic d'or déjouée

LA POLICE des frontières du port d'Alger a procédé récemment à l'arrestation d'un voyageur en possession de 7 447 grammes d'or qu'il tentait de faire passer en France, a indiqué dimanche un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). Cette découverte a été faite grâce à la vigilance des agents de police activant au niveau du point de contrôle des véhicules au port d'Alger lorsque les agents ont

suspecté l'un des voyageurs. Après l'inspection du véhicule du suspect, une quantité de 7 447 grammes d'or a été découverte dissimulée dans le siège arrière.

En vertu d'un dossier de procédures judiciaires, le mis en cause a été présenté aux autorités judiciaires compétentes, tandis que la quantité d'or saisie a été transférée au laboratoire scientifique pour expertise, a conclu le communiqué.

R. N.

La route qui tue

Sept morts et 19 blessés durant les dernières 24 h

SEPT PERSONNES sont mortes et dix-neuf autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation routière, survenus à travers le pays durant les dernières 24 heures, selon un bilan rendu public dimanche par les services de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Tamanrasset, avec une personne décédée et cinq autres blessées, suite au renversement

d'un véhicule léger, survenu sur la RN n°01, commune d'In Salah, a précisé la même source.

Par ailleurs, les secours de la wilaya de Tiaret sont intervenus suite à une fuite de gaz suivie d'une explosion à l'intérieur d'une habitation dans la commune de Dahmouni, causant des brûlures légères à trois personnes, évacuées vers l'hôpital de Tiaret.

APS

LES TUNISIENS ORGANISENT UNE GRANDE MARCHE CONTRE LE TERRORISME



Djalou@hotmail.com

Rassemblement ce matin devant le siège de l'union de wilaya à Béjaïa

Déception chez les corps communs

■ Les corps communs relevant de l'Ugta ont exigé la satisfaction de plusieurs revendications, notamment «la hausse des salaires en fonction du pouvoir d'achat, la révision du statut particulier des corps communs et ouvriers professionnels et leur intégration dans le statut particulier de l'Education, le versement de toutes les primes...»

Par Hocine C.

Grande déception chez les corps communs et ouvriers professionnels du secteur de l'Education à Béjaïa. Ces derniers sont aussi très en colère. Ils ont décidé d'observer un rassemblement de protestation, aujourd'hui, à 11h devant le siège de l'union de wilaya (Ugta) sis au niveau du boulevard Bouaouina pour exprimer leur déception. Dans une déclaration à ce propos, les corps communs relevant de l'Ugta ont exigé la satisfaction de plusieurs revendications, notamment «la hausse

des salaires en fonction du pouvoir d'achat, la révision du statut particulier des corps communs et ouvriers professionnels et leur intégration dans le statut particulier de l'Education, le versement de toutes les primes dont a bénéficié le corps de l'Education, l'intégration des contractuels dans le secteur, etc.». Selon M. Chergui, membre du syndicat des corps communs et ouvriers professionnels de l'Education à Béjaïa, «l'abrogation de l'article 87 bis a déçu tous les travailleurs, car beaucoup ne bénéficieront d'aucune majoration sur leurs salaires». Et d'ajouter: «Les

augmentations sont dérisoires par rapport aux attentes des travailleurs puisqu'elles varieront entre 8 DA et 248,00 DA seulement». «Nous allons rappeler lors de notre action à l'union de wilaya (Ugta) les promesses qu'elle nous a faites et nous allons lui dire d'assumer ses responsabilités avant de passer à d'autres niveaux de protestation», poursuit notre interlocuteur. «D'ailleurs, nous n'avons pas attendu la reprise de l'école pour protester tellement notre déception est grande», dira M. Chergui qui assène encore: «On se paye notre tête».

H. C.

Boumerdès

6^e édition du Festival «Lire en fête»

LIRE EN fête 2015 dans sa 6^e édition a connu beaucoup de succès et d'enthousiasme au niveau des structures d'accueil où des spectacles de chants, de théâtre, de poésie et des concours de dessins sont organisés au profit des enfants en cette période de vacances scolaires.

Pour cette édition, le directeur de la culture a indiqué que plusieurs communes ont été retenues par les organisateurs, citant Khemis El Khechna, Kherrouba, Chabet El Ameur, Zemmouri, Boudouaou, Dellys et Bordj-Menaïel. Au niveau de ces dernières, un programme diver-

sifié est élaboré par les organisateurs qui se caractérise par des ateliers liés à la lecture, à l'écriture, à l'histoire «mon histoire me raconte» qui consiste à présenter aux enfants les grandes figures historiques qui ont marqué l'histoire de la révolution algérienne, de dessin, de travaux manuels, de multimédia et l'audiovisuel et des ateliers pour les contes et la photographie artistique. L'atelier des contes, faut-il le préciser, est encadré par des enseignants et des professeurs. Outre ces activités, il y a lieu de signaler le spectacle de proximité qui figure au programme de cette manifestation dont

des marionnettes, clowns, des chants et pièces de théâtre pour enfants présentés par le groupe artistique Numédia, le groupe théâtral de Boudouaou, le groupe du Rocher Noir, le groupe théâtral pour enfants de Bord-Menaïel.

Par ailleurs, une caravane d'animation est engagée au niveau des régions enclavées dans les communes de Afir, Ben Choud, Taoura, Ouled Aïssa.

Cette manifestation, faut-il le rappeler, est organisée par la direction de la culture. Laquelle a été ouverte le 21 mars dernier et s'étendra jusqu'au 2 avril.

Ahmed K.